

dans la politique du Royaume-Uni: Sir Samuel s'est vanté d'exprimer le courant qui dans son pays, entraîne les masses populaires dans le sens de la sécurité collective. Quel exemple, M.Laval, et quelle leçon!

Le discours britannique fera date aussi dans les annales de la Ligue: il marque l'adhésion de la Grande-Bretagne à la défense de la paix indivisible."

Blum annonce même que la conjuration fasciste a échoué:

"La conjuration fasciste subit à l'heure présente un échec qui sera sans doute décisif.

La Société des Nations ne s'est pas divisée; elle est unanime. L'Angleterre et la France ne se sont pas opposées l'une à l'autre; elles marchent d'accord. Le péril hitlérien, au lieu de se retourner contre l'esprit de solidarité internationale, n'a fait que le renforcer. Le Pacte sera appliqué et même il l'est déjà. Il barre dès à présent la route à l'agression italienne. Si Mussolini passe outre, la même unanimité se retrouvera pour faire prévaloir contre lui la loi commune, pour maintenir les principes de la paix contre les fauteurs de guerre".

Il berce l'opinion d'espoirs (le jeudi 19 septembre!):

"En un mot, reste-t-il encore ou ne reste-t-il plus d'espoir? Nous attendrons jusqu'à samedi puisqu'il faut attendre. Je suis convaincu que M.Pierre Laval attend plus fébrilement que nous. Si l'opinion reste calme, c'est que sa conviction est faite, c'est que sa conviction repose sur des principes clairs. La campagne de la grande presse officieuse ou fasciste n'a pas un seul instant mordu sur elle. Elle se réjouira profondément si l'agression italienne est arrêtée. Elle ne marchandera pas sur les termes d'un compromis, pourvu qu'il soit librement accepté et qu'il respecte le pacte. Mais si Mussolini s'obstine, s'il passe outre à toutes les tentatives de transaction, s'il veut, coûte que coûte sa guerre et sa victoire, l'opinion ne se perdra pas en vains regrets. Elle est, dès à présent, fixée: elle est dès à présent résolue. Elle se portera tout entière du côté de la Société des Nations. Elle l'appuiera de toute sa puissance. Elle exigera des gouvernements que force reste à la loi internationale".

Espoirs dans le Pape?

"... On sait ce que dit Mussolini, on sait ce qu'il fait, on s'efforce de définir ce qu'il veut, mais tout se passe comme si le peuple italien n'existait plus, comme s'il s'était absorbé dans l'ombre de l'homme... Il y a pourtant un peuple, une Italie..."

Il y a aussi un roi. Il y a même un Pape. L'histoire a des retours étranges: c'est peut-être de ce côté que luira l'espoir." (Blum, Popu du 24 septembre).

L'Humanité résume ainsi (6-10-35) une telle "thèse de paix":

"c'est l'union de toutes les nations intéressées à la paix et leur application énergique des sanctions qui peuvent faire reculer Mussolini, et ainsi à la fois mettre fin à la guerre d'Abysinie et à l'opposition italo-britannique qui résulte des plans mussoliniens. En, en outre, le Pacte ayant joué, un précédent est créé qui contribuera pour beaucoup à prévenir une agression hitlérienne."

et écrit dans une manchette: "La Paix quand même".

Le "Front populaire" fait une démarche à Genève:

"A l'heure où nous sommes, le Front populaire ne peut que demander à notre Gouvernement (gouvernement Laval!!) de s'associer loyalement à l'effort unanime des membres de la Société des nations pour défendre le droit contre les empiétements de la Force, et au peuple de s'unir étroitement pour la défense de la Paix" (Huma du 20 septembre).

L'Humanité^{se} proclame en même temps pour les sanctions impérialistes de la S.D.N. et pour les sanctions ouvrières. Mais c'est pas des articles comme ceux ci-dessus qu'elle "prépare" l'application des sanctions ouvrières. Voyons d'ailleurs de plus près l'attitude des chefs stalinistes et socialistes sur le problème des sanctions.

Après avoir laissé entendre que la guerre pourrait être évitée par la fermeté de l'attitude anglo-française, ils préconisent maintenant l'application des sanctions de Genève.

Par contre, la presse réactionnaire et fasciste de France mène une campagne orchestrée aux cris de "Le Front populaire veut la guerre. Les sanctions c'est la